

L'adage selon lequel « Nul n'est censé ignorer la loi » peut-il contribuer à la finalité d'un droit africain ?

D'après des statistiques très certaines, entre 1956 et 2019, le registre des lois fédérales américaines (comparable au Journal Officiel de la République Togolaises) passé d'un volume de 2599 pages à environ 82700 pages, soit une multiplication par 30 de sa capacité en l'espace de 53 ans. Tout citoyens américain désireux de rentrer en possession de mémoire de la totalité de cette institution écrite, aura besoin de 113 années affilées de lecture, à raison de 2 pages de ce code de lues par jour. Ce qui relève de l'irréalisme à l'état pur, vu que l'Espérance de vie d'un humain n'est estimé désormais à 75 ans. Ayons l'honnêteté de le reconnaître : Nous sommes tous de gros ignorants de la loi.

Dans les facultés de droit, l'objectif premier est de former des personnes ayant la maîtrise de l'utilisation des textes légaux. Mais même pour les futurs manipulateurs de la loi, la maîtrise totale de la loi, n'est rien d'autre qu'un espoir comparable à celui de récolter des morceaux de pains dans un champ de blé. Ce qui frôle exagérément l'ironie. Ces étudiants en fin de parcours ne sont finalement possesseur que d'une atomique portion de la loi. Ce qu'explique la présence des multiples codes, aux côtés des professionnels de la loi, au cours des procès.

Mais en fait, professionnels du droit ou non, la possession de la loi en totalité, est hors de nos capacités. Tenez cet exemple : Depuis le 1^{er} Janvier de l'année en cour, une nouvelle loi est rentrée en vigueur sur toute l'étendue du territoire togolais. Il s'agit de la nouvelle loi fiscale portant création de la nouvelle taxe sur véhicules à moteur. Cette loi s'applique systématiquement à tout propriétaire d'engin à moteur. Ainsi en fonction de la capacité de votre engin, vous vous verrez contraint à payer une taxe annuelle allant de 15 000 FCFA à 130 000 FCFA. Ceci vous semble surprenant vu que vous n'en n'avait pratiquement jamais entendu parler. Justement, c'est le nœud du problème : « La non-information ». C'est malheureusement le mode de fonctionnement de nos chers « Messieurs et Mesdames la loi », qui font au mieux de leur capacités pour garder le maximum de la population, dans l'état de l'ignorance complète des nouvelles dispositions législatives. Ces parlementaires vont encore plus loin, en plus de créer de nouvelles lois à leur gré et guise, ils s'assurent de créer aussi des sanctions et pénalités applicables aux pauvres populations qui dans l'ignorance la plus accrue, auraient passé outre lesdites dispositions. Eh oui, c'est regrettablement ce qui se passe.

D'après une enquête du Ministère Togolais de l'éducation, environ 50% de la population de notre pays serait analphabète. Dites-moi mesdames et messieurs à quoi vous attendez-vous de la part de ces millions de togolais qui ne savent ni lire ni écrire devant la loi qui est en totalité publiée en format écrit ? Comment tout ce monde pourrait prendre connaissance de dispositions écrites ? La conséquence vous la connaissez tous, ce sont ces milliers de détenus qui séjournent dans nos maisons carcérales qui en majorité sont connaisseurs du caractère répréhensible des actions qu'ils ont commises. C'est à la limite de l'insurgeant, tout ce qui se passe sous notre nez au nom du Droit. Mais dites-moi, qu'entend-on exactement par « Droit » ? Est-ce cette application tordue de la justice, au nom de laquelle on se soucie de punir les ignorants qui auraient violés sans savoir les lois, ignorance ne dépendant nullement d'eux ? Figurez-vous que ces personnes qui écrivent notre loi oh combien belle, et qui scandent à tous les coins de rue le principe de « L'égalité devant la loi », ne sont pas elles mêmes tenues au respect de la loi de la même façon que le reste de la population. Lois qu'elles ont-elles même écrites. La preuve est juste à l'article 53 de la constitution togolaise. Cet article de la constitution, établit ce que l'on appelle "l'immunité parlementaire". Ce principe donne le droit aux parlementaires de violer les dispositions légales qu'ils ont eux-mêmes mis au point sans être inquiets. Exactement, ces soi-disant gardiens de la loi, ne sont au fait pas soumis à ces lois, alors qu'au même moment ils tiennent obligés le reste de la population du respect desdites dispositions. Messieurs et dames ayons le courage de dénoncer cette arnaque, ce mauvais traitement que subissent nos sentiments d'humains. C'est le plus gros « foutage de gueule » qui ait jamais existé.

En fait à vouloir reprendre cet adage en toute honnêteté, nous aboutirons à cette version que nous jugeons plus respectueuse de notre intelligence : « Certaines personnes ne sont pas censées ignorer la loi ». C'est triste, malheureusement, c'est la réalité. Mesdames et Messieurs, que laissons-nous comme héritage à nos descendants ? Une moquerie légalisée ? Une division de notre peuple en groupe de subordonnés et un autre de non-obligés à se subordonner à la loi ? Mesdames et Messieurs j'en ai terminé.